Le Conseil,

Vu le rapport du 4 février 1998, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Par délibération en date du 22 septembre 1975, la Communauté urbaine a accordé sa garantie à l'OPAC du Grand Lyon pour deux prêts destinés à financer la résidence de 103 logements destinés aux étudiants de l'école vétérinaire de Marcy l'Etoile.

Souhaitant promouvoir la construction de 150 chambres supplémentaires ainsi que la réhabilitation de la résidence actuelle, l'école vétérinaire a lancé une consultation auprès de divers maîtres d'ouvrages sociaux. La société SEMCODA a été retenue à l'issue de cette procédure.

Dans ce cadre, l'OPAC du Grand Lyon rétrocède la résidence étudiants à la SEMCODA et sollicite la Communauté urbaine pour le transfert des garanties des deux prêts dont l'encours total s'élevait à 1 924 826,12 F au 31 décembre 1997.

Les conditions des prêts demeurent inchangées ;

B - Propose d'approuver le transfert des garanties accordées à l'OPAC du Grand Lyon au profit de la SEMCODA à hauteur de 100 % du capital restant dû, soit 1 924 826,12 F et de l'habiliter, d'une part, à signer la convention de garantie, d'autre part, à intervenir aux contrats de prêts ;

Vu ledit transfert de garantie ;

Vu la délibération d'un précédent conseil en date du 22 septembre 1975 ;

Vu la loi n° 96-142 du 21 février 1996 portant code général des collectivités territoriales, notamment sa deuxième partie (livre II - titre V - chapitre II - articles : L 2 252-1 à L 2 252-4) ;

Où l'avis de sa commission finances et programmation ;

DELIBERE

Article 1er : La communauté urbaine de Lyon accorde sa garantie à la SEMCODA à hauteur de 100 % du capital restant dû, soit 1 924 826,12 F et résultant du transfert des garanties accordées à l'OPAC du Grand Lyon pour deux prêts destinés à financer la résidence de 103 logements destinés aux étudiants de l'école vétérinaire de Marcy l'Etoile. Les conditions des prêts demeurent inchangées.

Les contrats devront être réalisés dans un délai de deux ans à compter de la présente délibération ; dans le cas contraire, la garantie serait nulle et non avenue.

Au cas où la SEMCODA, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues par elle aux échéances convenues ni des intérêts moratoires qu'elle aurait encourus, la Communauté urbaine s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place, sur simple demande de la caisse prêteuse adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que la caisse prêteuse discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 2 : Le conseil s'engage pendant toute la durée des périodes d'amortissement durant lesquelles seront dus à la fois les intérêts et l'amortissement, à créer, en cas de besoin, une imposition directe suffisante pour couvrir les sommes dues.

Article 3 : Le conseil autorise monsieur le président de la communauté urbaine de Lyon à intervenir à chacun des contrats de prêts qui seront transférés par l'OPAC du Grand Lyon à la SEMCODA et à signer les conventions à intervenir avec la SEMCODA pour la garantie du paiement des intérêts et du capital des emprunts susvisés.

Tous les frais relatifs à ces opérations seront à la charge de la SEMCODA.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,